

Je cite un extrait du Livre blanc intitulé: "La Crise du Moyen-Orient", page 10:

Les forces armées d'Israël et d'Égypte doivent se retirer ou, si l'on veut, retourner à la ligne d'armistice, où j'imagine, si elles le font, elles se trouveront de nouveau face à face animées par la crainte et la haine. Qu'arrivera-t-il alors? Qu'arrivera-t-il dans six mois? Allons-nous traverser de nouveau la même crise? Allons-nous retourner au statu quo? Ce ne serait pas un retour à la sécurité ni même à une situation tolérable, mais bien un retour à la terreur, à l'effusion de sang, au conflit, aux incidents, aux accusations et contre-accusations, et, en définitive, à une autre explosion que la Commission d'armistice des Nations Unies serait impuissante à empêcher et sur laquelle elle ne pourrait peut-être même pas faire enquête.

Ces craintes sont bien fondées. Peut-être le ministre a-t-il maintenant trouvé la solution à certains de ces problèmes et, dans ce cas, nous attendrons vivement des précisions avec le plus grand intérêt.

M. Solon E. Low (Peace-River): Monsieur l'Orateur, j'espère que dans le temps que je prendrai cet après-midi je ne répéterai pas trop de choses qui ont été dites ici aujourd'hui, au cours du débat très intéressant qui a commencé un peu après onze heures ce matin. Je souscris à beaucoup de choses dites par les honorables députés comme il y en a d'autres que je ne puis accepter.

J'ai été étonné de voir si peu de députés à la Chambre, où se déroule un débat d'une si grave importance. J'aurais cru que les banquettes auraient été toutes occupées pour la durée du débat. Quand j'ai vu ce matin que les deux plus petits groupes de la Chambre étaient les seuls assez bien représentés, le cœur m'a manqué car je ne pouvais me convaincre qu'un nombre suffisant de gens envisagent très sérieusement la situation au Moyen-Orient.

Tant à la Chambre qu'à l'extérieur de cette enceinte, on se plaint depuis des mois du manque de renseignements dignes de foi. Nous avons été exposés à toutes sortes de nouvelles, d'articles de propagande, et de déclarations erronées et le reste de la part des journaux. Les députés de l'opposition officielle, en particulier, ont posé des questions presque chaque jour dans une tentative pour obtenir des renseignements. Un de mes ennemis tenait à ce qu'ils ne donnaient pas de préavis de ces questions; par suite, le premier ministre ou le suppléant du secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a pu fournir les renseignements précis demandés, ce qui ajoutait à la confusion. Je le regrette, mais je ne crois pas que quelqu'un puisse être blâmé plus que les députés qui ont négligé leur devoir de donner un préavis suffisant des questions, surtout quand elles étaient chargées d'intentions comme celles que nous avons entendues ces dernières semaines.

A mon sens, les députés auront remarqué que les créditistes ne se sont pas permis ce genre de choses, surtout au sujet des affaires du Moyen-Orient, jugeant que la situation, trop grave, exigeait une attitude plus sérieuse. Je me sens un peu désemparé aujourd'hui, car, je le répète, il n'y a pas assez de gens ici pour participer au débat et pour l'écouter en entier afin de recueillir les renseignements que nous a fournis le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

J'ai écouté le discours du ministre ce matin et il m'a élucidé une foule de choses dont j'avais douté. L'une d'elles était la position de la Force d'urgence des Nations Unies en Égypte. Je m'étais posé des questions à ce sujet et à l'égard de la légalité de la situation, mais le ministre m'a complètement éclairé ces points ce matin. Je ne puis m'empêcher de souscrire en principe à son analyse.

Il semblerait y avoir divergence d'opinion entre le ministre et le premier ministre, divergence qu'a exploitée à fond le chef de l'opposition. Par suite, nous avons été portés à penser que le Gouvernement n'a pas de politique. J'imagine que le Gouvernement est le seul à blâmer si nous avons parfois cette opinion.

J'aimerais traiter brièvement un ou deux points que le ministre a mentionnés ce matin, avant d'entreprendre une analyse de la situation ainsi que je la vois. Le ministre a exprimé l'avis que les Nations Unies avaient mis fin à l'agression et avaient empêché l'expansion des troubles au Moyen-Orient. Je ne cherche pas à minimiser le moindrement ce que les Nations Unies ont accompli. Je reconnaissais bien volontiers qu'elles ont agi aussi promptement que possible dans les circonstances et compte tenu du matériel qu'elles avaient pour agir. Mais certains ont d'autres opinions au sujet de ceux qui ont arrêté l'agression au Moyen-Orient et qui ont empêché une autre expansion du conflit. J'aimerais citer un extrait d'un discours que M. Peter Smithers a prononcé aux Communes anglaises. Je me propose seulement de citer un bref extrait du compte rendu de ce discours qu'a publié le *Fundy Fisherman*.

Nous avons appris du chef de l'état-major égyptien lui-même que, le 29 octobre, il avait, comme c'était son droit en qualité de commandant en chef des forces arabes conjointes, donné ordre aux autres États arabes d'envahir Israël. Les événements ont prouvé que nous avions bien deviné et que nous nous trouvions devant une guerre générale au Moyen-Orient, où l'Union soviétique aurait certainement fait en sorte que les hostilités se prolongent.

Et il ajoute:

J'affirme au nom de mon pays qu'il est temps pour quelques-uns de ceux qui se sont contentés de ne rien faire ou qui se sont joints à l'Union soviétique pour nous blâmer, de reconnaître le